

Des règles ou des consignes ?

Dès le début de ma formation en AT, j'ai appris l'importance du cadre et des règles de fonctionnement des groupes, la nécessité de sécurité pour les participants, la nécessité de règles permettant la confrontation et la régulation du groupe, l'importance de règles précises concernant le règlement des séances. Par ma propre fréquentation de nombreux groupes, puis grâce au travail mené avec Carlo Moïso (en réfléchissant par exemple à son axiome fameux : $A = 1/\text{règles}$; soit : la présence de l'Adulte diminue au fur et à mesure que les règles s'accumulent) j'ai constaté qu'il pouvait exister des confusions entre les règles et le domaine des consignes, des prescriptions ou des normes de fonctionnement.

Pour le Petit Robert : *une règle est ce qui est imposé ou adopté comme ligne directrice de conduite ; formule qui indique ce qui doit être fait dans un cas déterminé.*

L'analogie la plus utilisée ramène à la règle du jeu : *les usages auxquels on doit se soumettre quand on se livre à une certaine activité.* L'existence de règles du jeu claires, connues et acceptées des participants est ce qui permet l'arbitrage, la sanction immédiate sur le terrain de tout manquement, qu'il soit technique (ex : la règle du 'marché' au basket qui conduit l'arbitre à donner le ballon à l'adversaire) ou comportemental pouvant nuire au jeu ou au groupe (l'exclusion en cas de violence volontaire dans tous les sports collectifs – rappelez-vous le cas Zidane en finale de coupe du monde de foot).

La définition même de l'existence d'une règle entraîne la nécessité de pouvoir appliquer une sanction lorsque cette règle n'est pas respectée. Prenons un exemple, je partage avec de nombreux confrères l'idée que la confidentialité est la règle essentielle d'un groupe. La rupture de confidentialité constitue une atteinte importante à l'intégrité du groupe (qu'il s'agisse d'un groupe de thérapie ou du conseil d'administration d'une cave coopérative) par la perte de confiance, les peurs qui peuvent être générées et le fait qu'elle nuit directement à la personne concernée. La rupture de la confidentialité doit donc être sanctionnée. Dans un groupe de thérapie, la rupture de confidentialité va conduire à l'analyse de la situation avec la personne responsable de cet acte, puis à une exclusion directe si le dommage est important ou à une exclusion du groupe en cas de récidive (comme le dit Carlo Moïso : la première fois, on explique, la deuxième fois, on pardonne, la troisième fois on sanctionne.) il s'agit donc bien d'une règle ; la sanction est possible (il reste à vérifier que la sanction soit connue dès le début du groupe et bien expliquée). Le point central dans la définition des règles devient alors l'explication de leur sens, des conséquences du non respect de la règle pour le leader du groupe, les membres du groupe et le participant, permettant à chacun d'y adhérer.

Dans ce cadre peuvent rentrer plusieurs règles : l'absence de passage à l'acte sexuel ou violent (groupes de thérapie) ; la ponctualité (et du coup quelle sanction est applicable ?) ; la régularité de la présence ; l'absence de réponse au téléphone portable...

Qu'en est-il de la proposition de co-responsabilité ? Quelle est la sanction appliquée suite à un refus de co-responsabilité par un de nos clients, par exemple en formation, s'il considère que nous n'avons pas tenu nos engagements ? L'exclusion ? Cela reviendrait à méconnaître la réalité des phénomènes transférentiels dans nos activités ou à méconnaître notre capacité à faire des erreurs !

Dans ce cas, le statut de la proposition est de guider le comportement Adulte des personnes, il s'agit de les aider à comprendre ce qui est attendu d'eux, à nourrir leur Adulte d'éléments de culture spécifique au groupe, à ajuster l'image de groupe et les cadres de référence. Ces consignes ou normes de fonctionnement méritent d'être présentées en tant que telles, car elles peuvent ainsi être discutées d'Adulte à Adulte entre le leader du groupe et les participants. Dans mon mode de fonctionnement, j'ai eu longtemps des difficultés à mettre en œuvre la consigne de 'spontanéité' (capacité à ne pas timbrer, à dire immédiatement ce qui ne va pas, les émotions ressenties, les pensées négatives sur soi ou sur la formation par exemple) ; avec le recul, j'aurais aimé que cette consigne ne soit pas présentée comme une règle, mais discutée, analysée, ce qui m'aurait permis d'informer l'animateur de ma difficulté et de conclure un contrat de stimulation si je montrais en non verbal des éléments d'inconfort.

La même analyse peut être menée pour la proposition d'organisation de la sortie du groupe de la personne, la règle de la participation à trois séances avant départ ne constitue une règle que dans le cas où la sanction est financière (les chèques sont déposés auprès du thérapeute). Dans mon cadre de référence, l'existence de cette consigne érigée en règle ne permet pas au client de grandir, mais protège les intérêts financiers du thérapeute. Elle devient une consigne de fonctionnement lorsque l'Adulte du patient est stimulé, conduisant éventuellement le leader du groupe à adapter le nombre de séance aux problématiques soulevées par le client.

Partager avec nos clients des consignes de fonctionnement, en l'indiquant en tant que tel et en posant régulièrement la question de la facilité ou de la difficulté d'application de cette norme est une voie importante de croissance de nos clients et de qualité de la relation.

Daniel Chernet PTSTA – O ; en contrat - P